

Zoubir ZERARGA

Le rural sale au grand  
nez

*Roman*

Ce livre a été publié sur [www.bookelis.com](http://www.bookelis.com)

ISBN : 979-10-227-2700-6

© Zoubir ZERARGA

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

## Dédicaces

*A Hayet, ma femme et mon soutien*

*A Meriem, l'aînée de son papa*

*A Tayeb, le chouchou de tout le monde*

*A Kahina, ma puce adorable*

*A Dahmane, le capricieux de la famille.*

En hommage:

*A mon défunt père, un vrai maquisard,*

*Aux martyres de l'été 1963.*

*Aux martyres de la plume et du ton libre.*

*A Tahat Djaout et Said Makbel.*

*Et à toutes les voix discordantes.*

## **I. Le téléphone**

Cela faisait trois heures que j'étais là. Dans mon bureau en déroute. Je tournais parfois les pouces tout en tremblant et je faisais d'autres fois d'incessants va- et -vient le long et le large de la salle en piétinant papier et quelques objets de bureau. La pièce minuscule était encore désordonnée. Des débris de verre et des restes de papier jonchaient toujours au sol. Encore de la débandade totale et la femme de ménage n'avait pas été envoyé faire le nettoyage. Cela aiguissait mon stress. En plus, il y avait eu ce coup de téléphone provenant du secrétariat du cabinet de mon supérieur hiérarchique que j'eus ce matin m'enfonçant terriblement dans le doute. Pourtant l'incident d'avant hier était amicalement réglé.

Ce matin d'une journée du mois de mars, à peine quelques minutes après mon arrivée au bureau, le téléphone retentit. Mars, le mois de ma naissance, me donnait toujours de la poisse. Du premier au trente un, j'avais la mine défaite des mauvaises journées. Le coup de téléphone matinal me donnait alors à penser. Il m'intriguait. Donc avant que je ne réponde, une incertitude m'habitait. Pourtant, pour moi, c'était réglé. Car, dans mon esprit, la protection de mon ami Bouhou fut appliquée, dès que j'avais franchi la porte d'entrée du gigantesque immeuble qui abritait mon bureau. L'incident que j'avais

provoqué deux jours avant, ne m'inquiétait pas outre mesure.

Mais en entendant de l'autre bout du fil la voix inamicale, me tenant des propos déplaisants, je sentis mon cœur battre très fort, mes jambes trembler et tout mon corps transpirer. Sans préalable, la voix hostile m'assigna que je serais réaffecté ou mis à la retraite et m'intima l'ordre de rejoindre le grand cabinet au dixième étage à treize heures tapantes.

Depuis, un stress m'habitait. Tantôt il figeait mes mouvements, tantôt il mouvementait tout mon corps. Ainsi, l'attente fut longue et les minutes s'éternisèrent. Et ce serait une énième plus longue journée de ma vie.

Les mutations et les réaffectations, j'en avais tellement connu durant ma chétive carrière. Pour un rien, je fus muté. Et la dernière remontait à la semaine passée. Je venais juste de débarquer dans ce bureau et la preuve, je n'avais pas encore terminé de mettre de l'ordre et d'arranger les meubles qui encombraient la pièce exiguë, encore rapetissée par le désordre. Juste, j'avais placé mon ordinateur et arrangé quelques documents que je jugeais importants. Mais voila une énième façon propre à mes supérieurs pour récompenser mon abnégation et distinguer ma compétence !

Comptable et expert financier, moi M'nay, j'ai fait pratiquement tous les services de l'administration publique qui m'employait depuis maintenant trente ans. Je fus recruté au temps de

l'économie dirigée où l'administration pourrie et gangrenée avait la main mise sur toutes les activités et surtout sur toute la société. A partir de là, je découvris un monde qui fonctionnait à l'encontre de toutes les théories et les règles que j'avais apprises durant mon cursus scolaire et universitaire. Bref la gestion de la chose publique était aléatoire, soumise aux caprices des officiers militaires et surtout dépendante des désirs des parons du parti unique. Rien ne se faisait sans leur consentement ; ils puisaient comme bon leur semblait-il des caisses publiques.

Au début, à peine recruté, je fus armé d'abnégation et de loyauté pour servir mon pays. J'étais jeune et avais la cervelle encore fraîche pour fournir les efforts colossaux que la mission de dresser et de vérifier des journaux comptables demandait. Parfois, quand le volume des tâches fut important, je n'hésitai pas un moment à continuer le travail mêmes à des heures tardives, voire chez moi. C'était alors parti pour une carrière enrichissante et prometteuse, en dépit de la difficulté du logement que j'avais rencontré, moi le rural sale au grand nez, devenu paysan lettré qui venait d'un village très éloigné. Au fait, les premiers temps, je me logeais dans un dortoir collectif d'un bain maure. Je le partageais avec une dizaine de jeunes fraîchement diplômés comme moi d'ailleurs, et qui étaient nouvellement recrutés dans diverses administrations et entreprises publiques. Nous

étions tous des paysans instruits qui venions des lointaines « thuder » et des reculés « douars ».

Certes, nous ne nous plaignions pas dans cette condition du logis inconfortable, mais nous croyions dur comme fer, l'euphorie généralisée obligeait, que nous constituerions les futurs cadres du pays. Cet avis n'était pas partagé par nous tous. Il y avait quelques voix que je qualifierais, après avoir compris plus tard, de lucides parmi nous, disant que le progrès ne se faisait pas en écrasant les consciences. La pensée unique serait nocive et maquillerait un népotisme sans précédent. Quoique clairvoyantes, ces voix demeuraient inaudibles devant la terreur du discours propagandiste qui étouffait dans l'œuf toute aspiration de liberté ou de contradiction. Elles furent alors violemment dénigrés, durement calomnies et âprement taxées de l'ennemie de l'extérieur. Mais dans la majorité des cas, elles furent dénoncées et finirent par disparaître sans que nous nous rendions compte. Enfin, je compris qu'il y avait des taupes parmi nous.

Moi toujours en rural sale au grand nez, étais naïf et c'était cette naïveté qui forgeait ma lucidité. Je prenais les choses telles qu'elles se présentaient à moi et en toute spontanéité. D'ailleurs mes collègues ne prenaient pas mes propos au sérieux quand je venais à m'exprimer sur la chose publique. Pour moi, l'esprit de la responsabilité était clair : c'est servir sans attendre de contre partie ou avantage. L'argent



public est sacré et aucun centime ne doit être dilapidé. Mais eux, rétorquaient toujours par l'adage qui dit : «Comment servir le miel et ne pas en goûter». Pour eux, c'étaient ces bureaux spacieux avec des meubles luxueux et d'importation. C'étaient aussi ces grandes voitures de service. C'étaient encore et aux frais de la caisse publique ces dîners dans de somptueux restaurants, ces nuitées dans des hôtels étoilés et ces incessants voyages à l'étranger.

Pris pour un fou à cause de mes positions sur l'argent public, mes collègues du service comptabilité et finance, me méprisaient. Pis dans des cas, ils me sous- estimaient. Mais mes supérieurs me soupçonnaient au point d'épier tous mes gestes via leurs mouchards qui pullulaient tout le département. Cette situation qui remontait à l'entame de ma seconde année d'exercice, je la devais à un incident que j'avais provoqué directement avec mon chef de service de l'époque.

Alors, chargé de vérifier les dépenses relatives à une transaction d'achat effectuée par l'administration pourrie et gangrenée, auprès d'un opérateur étranger, je mobilisais toutes mes facultés pour un examen minutieux. L'acquisition de divers meubles et de différentes fournitures de bureau en devises, valait toute ma prudence. Maîtrisant au parfait les besoins en la matière, les prix pratiqués et les cours de change, je décelai au

premier coup d'œil un décalage exorbitant : une surfacturation flagrante.

Aussitôt, je traversai en courant les couloirs du service et en criant haut et fort comme Archimède: «j'ai trouvé, j'ai trouvé, j'ai trouvé». Je défonçai alors la porte du cabinet de mon supérieur hiérarchique, courus vers lui qui était derrière son bureau et lui remis des documents à demi froissés.

— Voila monsieur, je détiens la preuve, lui dis-je.

— L'on vole l'argent public dans notre administration ! j'enchaînai encore.

Le responsable, un homme trapu, ancien faux maquisard parqué aux frontières ouest jusqu'au jour de la libération et de surcroît cadre dans le parti unique, se leva rapidement. D'un geste presque sourcier, il me tint des deux mains, lui qui possédait un corps d'athlète affirmé, et me renvoya illico presto vers la sortie du bureau. Puis en vociférant, il me reprocha mon manquement aux bons usages administratifs.

— Tu te croyais où pour défoncer la porte de ton chef ? s'irrita t-il.

— Tu savais bien qu'il fallait passer par ma secrétaire personnelle, t'annoncer et attendre mon accord pour te recevoir, me hurla t-il en plein visage.

— Mais, monsieur, il s'agit de l'argent public, j'ai cru alors vous informer le premier, balbutiai-je.

— Maintenant dégage devant mes yeux, retourne dans ton bureau et attends à ce que je te convoque, finit-il par ordonner.

Surpris puis humilié par cette séquence inattendue, je baissai la tête comme un agneau sur le point d'être sacrifié et je refis le chemin inverse avec un pas lent et lourd et surtout sous les regards moqueurs de mes collègues agglutinés en groupes devant les portes de leurs bureaux. Je pensai alors qu'ils eussent obtenu leur revanche sur un idéaliste rural, sale au grand nez, qui se croyait saint ou prophète. Là, je remémorais, à chaque fois que j'évoquais un idéal ou une vertu, leur comparaison à mes sincères aînés dont je partageais avec eux la caractéristique du grand nez, qui avaient sorti la force coloniale en ayant cru dans l'idéal de la liberté, mais qui fussent tous tués au moment de la guerre et ceux ayant survécus avaient été tous emprisonnés, poussés à l'exil et même assassinés. Pauvre idéal, et misérable vertu !

Pris entre la déception et l'humiliation, je me sentis petit et même insignifiant et mon grand nez rétréci. Puis je rejoignis, sur la pointe des pieds, mon bureau situé à la fin d'un couloir long d'environ quinze mètres. Je ne sentis plus mon nez et me voyais encore vidé et toute ma vie entièrement fermée dans un sac qu'on s'apprêtait à jeter au dépotoir éternel. Mes deux collègues de bureau, un ancien de l'administration coloniale et une jeune fille qu'on disait appartenir à une

certaine classe bien introduite dans les arcanes de l'administration pourrie et gangrenée et qui avait squatté immeubles, commerces et terrains juste au départ des colons, s'esclaffèrent en voyant mon nez rétréci.

Je devins ridicule sans mon grand nez.  
Perdre mon nez, c'était perdre ma dignité.

Encore, ils ne manifestèrent aucune sympathie envers un rural qui perdit la grandeur de son nez de paysan lettré venant d'un village lointain. Pis, je décelai des marques de contentement et de satisfaction qui trahissaient leurs visages en tentant de dissimuler un racisme avéré et une haine injustifiée. Le montagnard qui les narguait jadis par ses principes fut humilié ce jour. Bonne leçon pour un utopiste pitoyable !

Avec ces deux collègues c'était la guerre déclarée. Moi en idéaliste et eux en opportunistes. L'ancien de l'administration coloniale, bien qu'il entamât la soixantaine, demeurait figé dans le temps : il ne cessait de glorifier la puissance colonisatrice. Il me parlait toujours avec mépris en ayant recours à des tournures compliquées prise de la langue de Molière qu'il maîtrisait au perfectionnement. Mais sans aucune honnêteté intellectuelle, il restait un servile qui œuvrait plus à la préservation des intérêts de l'ancien dominateur. Parfois je disais qu'il était là, maintenu dans ce poste, pour cet objectif. Et maintenant, j'ai la certitude qu'il était

l'instigateur de toutes ces magouilles et combines qui se tramaient dans le service.

Quant à la collègue, une jeune femme exigeante, elle se tenait devant un miroir pour soigner son maquillage plus qu'elle ne travaillait. Au fait, elle ne faisait rien, sauf téléphoner plusieurs fois dans la journée. Certes, elle était d'une beauté rare dans des tenues modèles, mais elle ne m'adressait que rarement la parole. Moi aussi je ne lui parlais quasiment pas. Cependant, ses causeries avec l'ancien de l'administration coloniale étaient fréquentes. Par moments, quand elle chuchotait avec le collègue, il m'était arrivé de capter sa voix douce mais qui dégageait des paroles assassines notamment envers ces arrivistes de paysans lettrés qui venaient encombrer la grande métropole. Pour elle, fille de la caste usurpatrice, la ville et tous ses biens appartenaient à sa seule race. Arrogante, et souvent irrespectueuse, elle comparait les ruraux envahisseurs à des insectes impropres qui salissaient l'environnement saint des notables citadins. Mais le comble c'était quand elle évoquait l'intérêt de sa caste qui devait passer avant toute autre chose. Elle était là, elle aussi pour veiller aux gains et garder les avantages d'une classe pillarde.

Ainsi, je compris que l'administration fonctionnait avec cette alliance tissée entre les anciens glorificateurs et serviteurs de la force coloniale et cette classe usurpatrice, prédatrice et

insatiable qui s'empara à l'aube de la libération de tous les espaces et de tous les pouvoirs ! Moi alors, l'arriviste, le pauvre et l'enfant du pauvre, qu'allais-je faire dans l'administration, là où se gérait l'argent public ? Que me mêlai-je d'une vie citadine qui n'était guère faite pour un montagnard, sale au grand nez ? Etais-je là pour déranger les calculs de la caste à défaut de ne pouvoir m'approprier ? Une chose était évidente pour la caste : le paysan restera paysan et le montagnard demeurera montagnard quelque soit la taille de son nez !

En dépit de ce qui m'arrivait et sans souffler un mot, je me lâchais sèchement sur ma chaise usée et dure qui me rougissait les fesses depuis que je fus affecté à ce poste, le jour de mon recrutement. Je posai ma tête que je tins entre des mains tremblantes sur mon vieux bureau, usagé et égratigné. Puis, devant le regard méprisant de mes collègues et sans me rendre compte, d'une main forcenée, je déversai toute la paperasse et tous les objets qui se trouvaient sur mon vieux bureau. Ensuite comme si je vins de sombrer dans un état second, je me mis à crier à tue tête. Personne ne s'était approché de moi et cette scène aurait duré quelques minutes. Après, je retrouvai mon calme comme si de rien n'était. Je m'emparai alors, de ma veste accrochée au dossier de la chaise usée et dure et

précipitamment je quittai la pièce et ensuite tout l'immeuble.

Le lendemain, dès que j'eus franchi le couloir du service, la secrétaire personnelle de mon responsable hiérarchique se précipita vers moi et m'annonça sèchement et sans me fournir la moindre explication que je venais d'être muté dans un autre service à l'étage inférieur. S'ensuivit depuis toute une série de mutations et de réaffectations pour que je passasse dans tous les services de l'administration. Une façon propre à mes chefs pour faire taire ma voix qui fouiner la où il ne fallait pas. Je compris encore que la gestion de l'argent public était gangrenée par les adeptes du «beylek». Ceux fidèles à la force coloniale qu'elle avait délibérément maintenus à leurs postes et ceux recrutés parmi les enfants de la caste usurpatrice qui prévoyaient déjà non seulement la privatisation de l'administration mais également le monopole du pouvoir. Je saisis encore que tout celui qui fouinait dans ce domaine qu'ils désiraient occulte et opaque, serait immédiatement malmené et âprement humilié. Ils avaient leurs procédés : les mutations injustifiées, notamment celle qui envoyait au grand désert, les intimidations qui taxaient d'agent à la merci des étrangers, les pressions psychologiques, les menaces de licenciement d'indiscipline ou d'insulte des supérieurs....

Mais ces toutes dernières années, les méthodes utilisées avaient évolué : c'est